

La place financière de Singapour: bulle ou étoile montante?

Martin Maurer*

On ne trouve pas un seul rapport de gestion de fortune qui ne porte aux nues l'avenir de la place bancaire de Singapour; pas un article sur le private banking en Suisse qui n'oppose la gloire quelque peu fanée de cette activité en Suisse avec la vigueur dont elle fait preuve sur ce marché financier d'Extrême-Orient. On perd parfois un peu le sens de la mesure, si bien qu'il convient de prendre un peu de recul.

En 2003, 465,2 milliards de dollars d'actifs étaient gérés à Singapour contre 2600 milliards en Suisse. En comparaison internationale, Singapour ne fait donc pas encore partie des plus importantes places financières. Sa croissance n'en reste pas moins impressionnante. Ainsi, au cours de la seule année 2003, le volume des activités de private banking a augmenté de 122 milliards de dollars (+35%). A titre de comparaison, en Suisse, cette augmentation de volume aurait tout juste représenté 5%.

Il est difficile de penser que lors d'un prochain cycle de négociations sur le prélèvement fiscal de l'UE, la Suisse et d'autres pays tiers accepteront que Singapour ne soit pas inquiété

Les forces: volonté politique et réalités

Ce qui rend Singapour intéressant est la priorité accordée sur le plan politique à la promotion des activités de gestion de fortune. Ainsi, en 1998, le gouvernement et l'Autorité monétaire de Singapour ont pris diverses mesures telles que la création d'un capital de départ pour le développement de l'industrie des fonds de placement, une réduction du capital minimal requis pour les fonds, des allègements fiscaux en faveur des gestionnaires d'actifs étrangers et une réglementation transparente. En 2000 est intervenue une seconde initiative visant à promouvoir le marché financier et la place boursière. Ainsi les conditions générales se sont-elles améliorées par rapport aux centres financiers traditionnels. Les représentants des établissements bancaires suisses ont confirmé que des clients ont quitté la Suisse pour Singapour en raison du droit de timbre prélevé en Suisse. De même, la mise en place du prélèvement fiscal de l'UE a provoqué des sorties de capitaux d'Europe vers Singapour comme certains articles de presse l'ont rapporté.

Les autres points forts sont des conditions générales macroéconomiques stables, une relative stabilité politique dans une zone géographique économiquement et politiquement toujours très incertaine ainsi que sa situation géographique et sa proxi-



*Secrétaire général de l'Association des banques étrangères en Suisse

mité culturelle avec les grands marchés de croissance d'Extrême-Orient. On peut clairement tirer des parallèles avec la Suisse qui, à partir de facteurs très semblables, a su mettre en place un modèle de réussite.

Les faiblesses: dépendance et instabilité

La ville-Etat a cependant elle aussi ses faiblesses. Pour son approvisionnement en énergie, en eau potable et en matières premières, elle dépend des pays voisins, en majorité très instables. Des désordres politiques en Extrême-Orient provoqueraient plutôt un transfert de capitaux vers l'Europe qu'ils ne feraient profiter Singapour de son statut de refuge. Mais même sans crises, son évolution ne va pas de soi: Hongkong constitue un important marché financier à proximité immédiate du grand marché qu'est la Chine. Et Kuala Lumpur, en tant que centre régional émergent, entend mettre ses avantages en matière de coûts dans la balance.

Le modèle très interventionniste de Singapour n'a pas encore subi son baptême du feu. L'avenir de son modèle est incertain et nombreux sont ceux qui voient ici des similitudes avec le Japon. De plus, nul ne sait si, en cas de conflit d'intérêts avec un autre secteur, la place financière parviendrait à s'imposer.

Les opportunités: situation et savoir-faire

Singapour peut miser sur ses excellentes connaissances des marchés financiers asiatiques. 75% des investissements en actions et 55% de ceux en obligations effectués par les fonds gérés sur une base discrétionnaire portent sur des débiteurs et des sociétés asiatiques. Et seulement 40% des actifs investis proviennent de la région. Les sociétés de gestion de fonds et les investisseurs institutionnels d'Europe et des Etats-Unis sont actuellement très actifs à Singapour ou effectuent des opérations via la ville-Etat. Et ce mouvement devrait encore s'accroître à l'avenir. Les spécialistes financiers estiment que compte tenu de l'évolution

démographique dans le monde, les investissements en actions d'entreprises d'Extrême-Orient sont particulièrement prometteurs. Ils attireront donc des volumes de capitaux particulièrement élevés, notamment en provenance des investisseurs institutionnels. La connaissance de ces marchés et leur accès – et à l'avenir au marché indien qui est encore fermé – constitueront un atout de taille pour les marchés financiers de la région.

La seconde chance pour le secteur financier de la ville-Etat est le niveau technologique élevé dans les secteurs des télécommunications et de la biotechnologie. Le savoir-faire dans ces secteurs gagnera en importance, s'agissant de litiges et de questions de sécurité. Les synergies entre le secteur financier et ces secteurs peuvent avoir une grande importance sur le plan de la compétitivité.

La menace: placer les pays sur un pied d'égalité face à la réglementation internationale

Si la place financière de Singapour veut avoir son mot à dire sur le plan international, elle devra aussi se positionner à ce niveau. Les banques font certes l'objet d'une surveillance rigoureuse et systématique, mais l'étude comparative de Marc Pieth et Gemma Aiolfi sur les réglementations en matière de blanchiment de capitaux dans certains pays met en évidence des lacunes quant à la mise en application des recommandations internationales. Jusqu'à présent, les organisations internationales et leurs porte-parole ont fait preuve d'attention à l'égard de Singapour. Avec la croissance de sa place financière, Singapour entrera davantage dans le champ de mire de ces organisations et tant l'OCDE que l'UE ne pourront plus l'ignorer. Il est donc difficile de penser que lors d'un prochain cycle de négociations sur le prélèvement fiscal de l'UE, la Suisse et d'autres pays tiers accepteront que Singapour (ou d'autres centres financiers tels que les Bahamas) ne soit pas inquiété. Ce qui aurait pour conséquence de provoquer un reflux hors de Singapour de capitaux venus s'y investir à cause de sa réglementation moins stricte.

Forces et faiblesses de Singapour

Forces

- 1 Politique économique cohérente et excellentes conditions générales
- 2 Proximité géographique et culturelle des marchés de croissance
- 3 Haut niveau de formation et technologie

Opportunités

- 4 Savoir-faire des marchés d'Extrême-Orient
- 5 Demande en provenance d'Europe de placements très performants
- 6 Synergie avec le secteur de la haute technologie
- 7 Inde

Faiblesses

- 8 Dépendance de pays politiquement instables
- 9 Concurrence de Hongkong et de Kuala Lumpur
- 10 Incertitude du marché chinois

Menaces

- 11 Dumping en matière de réglementation
- 12 Avenir incertain du modèle interventionniste
- 13 Certains capitaux peuvent refluer très rapidement